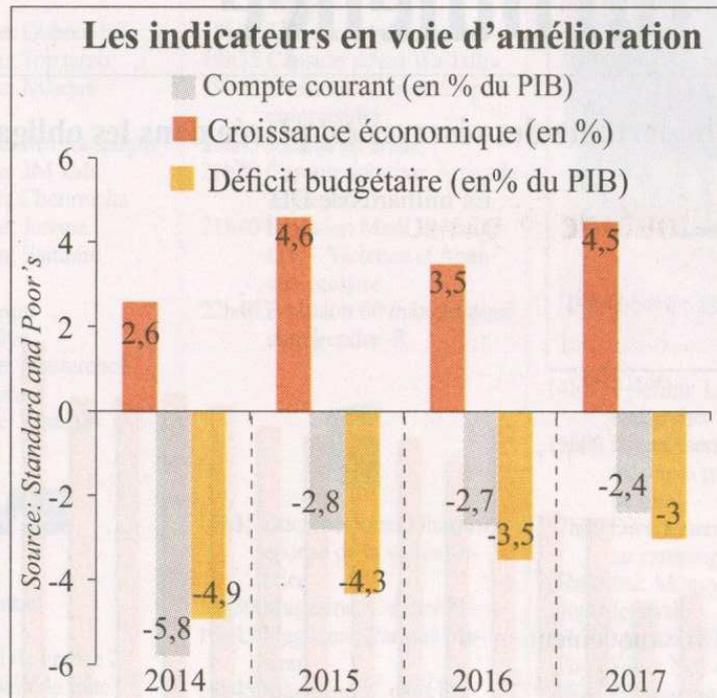


Retraite, butane: S&P presse le gouvernement

- La note maintient la note de la dette à long terme à BBB-...
- ... mais attire l'attention sur les réformes sensibles

STANDARD & Poor's maintient sa confiance au Maroc. L'agence confirme la note BBB- du pays assortie d'une perspective stable. S&P ne juge pas, pour l'instant, nécessaire de toucher ce rating après les dernières élections (voir aussi L'Economiste du lundi 12 octobre 2015). «À notre avis, la victoire du PJD aux élections locales a renforcé sa capacité à faire passer des réformes sensibles», remarque l'agence de notation. S&P reste très attentive aux engagements du gouvernement et n'hésite pas à pointer du doigt certains aspects qui menacent la note du pays. La réforme des retraites a été reportée d'année en année. Ce dossier, décisif pour les finances publiques, serait en cours de négociation dans le cadre du dialogue social. Le challenge aujourd'hui est de convaincre les syndicats.

Les analystes fustigent également les subventions qui demeurent un fardeau



Selon Standard & Poor's, les reports successifs des dossiers sensibles (réforme retraite, baisse des subventions) font courir d'importants risques sur les finances publiques. Par contre, la baisse du prix du pétrole arrive à faire du bien au niveau de la balance commerciale. Le Maroc n'aurait même pas besoin d'avoir recours à la ligne de précaution et de liquidité du FMI.

pour les finances publiques. Mais leur diminution graduelle sur les produits énergétiques, entamée en 2012, permettra de réduire de nouveau le déficit budgétaire

en 2015. Selon l'évaluation de l'agence, la prévision de contenir le déficit à 4,3% du PIB cette année est réalisable. Reste à savoir si la tendance s'inscrit dans la durée. D'un autre côté, l'agence américaine appelle à la prudence et au recours pondéré à l'endettement pour ne pas diminuer les capacités de remboursement du Maroc. Le compte courant devrait se résorber en partie en 2015. La prévision de S&P se situe à 2,8% du PIB en ligne avec celle de Bank Al-Maghrib (cf. L'Economiste du 23/09/2015). Figurant parmi les pays importateurs du pétrole dans la région MENA, le Maroc devrait béné-

ficier de la baisse des prix du pétrole. Ce qui devrait soulager en grande partie les finances publiques. Il n'aura donc pas recours à la ligne de précaution et de li-

quidité du FMI. Le pays dispose désormais d'une capacité accrue de résistance à une crise de change. En juillet dernier, le Fonds avait confirmé la reconduction de cette ligne sur deux ans mais sur la base d'un montant de 5 milliards de DH au lieu de 6 milliards auparavant.

Même si les analystes anticipent une accélération de la croissance de l'économie marocaine (4,6% en 2015), en raison d'une campagne céréalière et une production industrielle en forme, ils restent sceptiques quant à la demande extérieure qui reste assez volatile, dans le tourisme notamment. Agadir et Marrakech, les villes les plus attractives du pays, ont toutes deux enregistré des baisses respectives de 12 et 11% ce qui équivaut à 83% des nuitées perdues à l'échelle nationale au cours du premier trimestre. La situation ne s'est guère améliorée sur les mois suivants. A fin juin, les recettes voyages ont reculé de 6,8% pour s'établir à quelque 24,3 milliards de DH, contre 26,1 milliards de DH une année auparavant. □

A. Lo

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com